



HAL
open science

De l'engagement à l'enseignement

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. De l'engagement à l'enseignement. Politiques de la culture - Carnet de recherches du Comité d'histoire du ministère de la Culture sur les politiques, les institutions et les pratiques culturelles, 2017, 1. halshs-01803660

HAL Id: halshs-01803660

<https://shs.hal.science/halshs-01803660v1>

Submitted on 30 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HEnsA20

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ARCHITECTURE AU 20E SIÈCLE

Séminaire de Nantes 8-9/12/2017

Daniel Pinson

Professeur émérite de l'Université d'Aix-Marseille

Enseignant à l'UPA puis à l'EA de Nantes de 1973 à 1994

Directeur du Laboratoire LAUA de 1987 à 1996

DE L'ENGAGEMENT A L'ENSEIGNEMENT

Sur 40 ans, ma carrière d'enseignant s'est déroulée en deux temps, partagés entre l'architecture à l'Ecole de Nantes, de 1973 à 1993, et l'urbanisme à l'Université d'Aix-Marseille, de 1994 à 2014. Mais, comme j'y insisterai en conclusion, j'y vois plus de continuité que de rupture. Le développement de mon activité de chercheur, par la soutenance de deux thèses (3^e cycle, en 1981, et d'Etat, en 1990), est l'une des raisons de ma migration. Mais d'autres motifs s'y ajoutent, notamment l'incessante remise aux calendes grecques de l'intégration à l'université et du statut d'enseignant-chercheur¹.

De plus, il n'était pas forcément bien vu, en école d'architecture, et pour un architecte, de détenir une thèse, d'autant qu'à l'époque où je l'ai soutenue (1981), on ne pouvait l'obtenir que dans un autre domaine disciplinaire. Les jaloux ne manquent pas, dès lors, de brouiller votre identité, non sans intention malveillante : je n'étais plus architecte, mais sociologue, ce qui peut être ravageur pour votre image auprès des étudiants ! Or la sociologie n'était pas ma visée. Pour moi, il s'agissait de mettre l'architecture qui, dans les années 1970, en avait bien besoin, plus en phase avec la société.

Avant de réserver la dernière partie de cet texte à mon expérience d'enseignant mais aussi de chercheur à l'Ecole d'architecture de Nantes, de 1973 à 1994, je parlerai brièvement de mes études d'architecture, puis de mon travail obstiné, dans le département d'urbanisme, pour donner plus de poids au « design urbain ».

Mes études à l'Atelier Guillou, atelier extérieur de l'ENSBA, section architecture

Entré à l'Ecole régionale d'architecture de Nantes, atelier extérieur de l'ENSBA, pour préparer le concours d'entrée à la section architecture de l'ENSBA, je fus reçu en septembre 1965. L'exposition consacrée à Le Corbusier dans le passage Pommeraye fut, pour notre promotion qui lui prêta ses petites mains, une initiation autrement plus bénéfique que les stupides brimades du bizutage.

¹ (service d'enseignement dans les EA deux fois plus important qu'à l'université).

² (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01533072/document>, voir bibliographie).

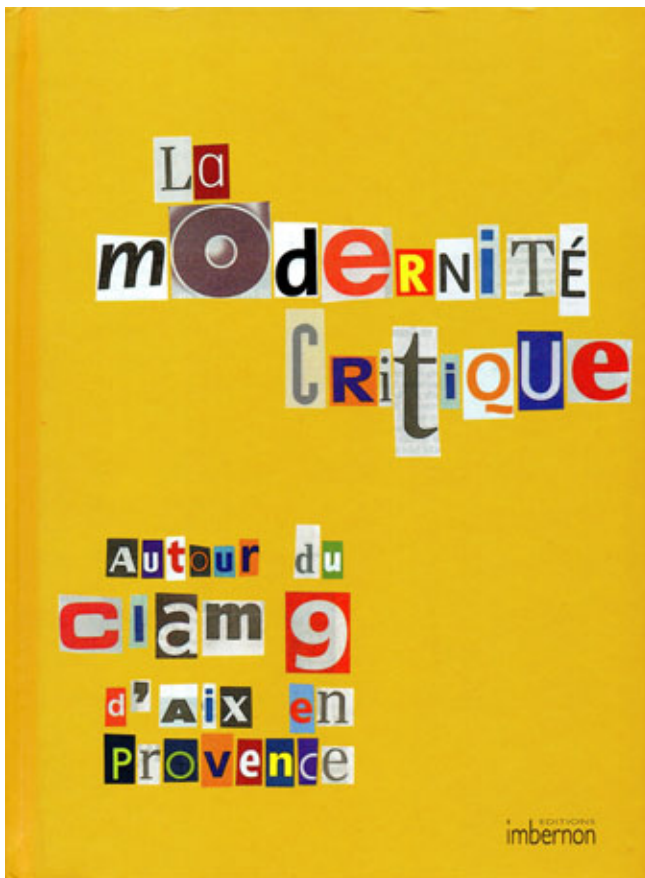
Admis en seconde classe de l'ENSBA, fort de trois « Première mention » (analo, esquisse, projet long) et d'une médaille en « dessin de figure », j'accédais rapidement, dès 1967, en première classe. Comme la coutume le voulait, je pouvais faire « la place », travailler comme « grouillot » ou « nègre » chez un architecte. Jean Zannier m'accueillit à Nantes et je ne rendrais jamais assez hommage au premier de ceux qui m'apprirent vraiment le métier.

Déjà rebelle, membre de l'UEC, actif contre la guerre au Vietnam, je fus, en 1967, l'un des élus d'une « masse collective » (la masse était la représentation des étudiants dans l'atelier), qui complota le passage du groupe A (N. Lemaesquier : l'Académie) vers le groupe C (G. Candilis : les Modernes), quand survint mai 68.

Je reviendrai à la fin de mon texte sur les bouleversements qu'allaient provoquer ces événements dans le renouveau de l'enseignement en architecture.

L'enseignement de l'urbanisme à l'IAR d'Aix

Mais, préalablement, je souhaite ouvrir une brève parenthèse sur la poursuite de mon parcours d'enseignant-chercheur en urbanisme à l'université. Cela n'a jamais été pour moi un abandon de l'architecture, mais un « prolongement », comme Le Corbusier parle « du logis et de ses prolongements ».



Je me suis en effet attaché à défendre, au sein de l'Institut d'urbanisme Aix, dans une optique pluridisciplinaire, l'importance des activités d'atelier et celles du « design urbain », cette dimension que masque le caractère trop englobant du terme « urbanisme ». La distinction anglo-saxonne établie entre l'*urban planning* et l'*urban design* la met mieux en évidence.

III. 1

Ainsi, au plan de la recherche, le séminaire international que nous avons tenu à Aix en 2003, à l'occasion du cinquantième du 9^e congrès des CIAM, fut une opportune rétrospective pour revenir sur la charte de l'habitat au centre de cet avant-dernier. Menée en association avec J.-L. Bonillo (ENSAM) et C. Massu (Université de Provence), cette initiative déboucha sur la publication, en 2006, d'un très bel ouvrage des éditions Imbernon (Ill. 1). Entre temps, je pus parrainer, au nom de l'Université d'Aix-Marseille III, l'accès au grade de Docteur Honoris Causa de Blanche Lemco-Van Ginkel. Exposant, en 1953, au nom d'une équipe de UPenn, une grille sur Levittown, celle qui fut la première femme diplômée de Mc Gill, était passée par l'atelier de la rue de Sèvres et avait terminé sa carrière comme Doyen de la Faculté d'architecture et de paysage de Toronto.

Enfin, au plan de l'enseignement, j'ai coordonné, entre 2007 et 2011, une formation de Master en urbanisme, en partenariat avec les universités de Gênes, Lisbonne (UTL) et Séville, portant le label européen envié de « Master Erasmus-Mundus ». Plus d'une centaine d'étudiants du monde entier ont ainsi pu être diplômés en « Etudes urbaines en régions méditerranéennes » (EURMed). L'activité d'atelier, moment fort de la pratique interdisciplinaire, concentrée sur un mois, y a occupé une place majeure et stimulante dans un dispositif qui incitait les étudiants à accomplir une mobilité dans les différentes universités concernées. L'atelier de Tétouan (2011), dont rend compte un petit livret mentionné en bibliographie, en donne une excellente illustration.

En dernier lieu, la prochaine construction de l'IMVT (Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires), concrétise une perspective à laquelle j'ai apporté ma part, en favorisant notamment le regroupement des laboratoires de l'EA de Marseille en vue de leur intégration à l'Ecole doctorale « Espaces, Cultures et Sociétés » de l'Université d'Aix-Marseille. J'ai ainsi pu y faire soutenir le premier doctorat en architecture, celui de Marta Cruz, actuellement chercheuse à la Faculté d'Architecture de Porto.

La création de l'IMVT va permettre de rapprocher (au sens réel et figuré), dans un bâtiment situé à la porte d'Aix, trois établissements qui ont toutes les raisons de travailler ensemble : l'Ecole d'Architecture, l'Institut d'urbanisme et l'Ecole du paysage. Une ultime transition, celle de l'intégration des EA à l'université (avec une éventuelle double tutelle), sur le modèle nord américain typique de la Faculté d'Aménagement de Montréal, irait dans le sens de ce que j'ai constamment défendu depuis 1968.

L'Architecture : de la critique militante à l'activité scientifique (« Le savant et le politique »)

Je reviens à présent sur ma contribution à l'enseignement et à la recherche à l'Ecole d'architecture de Nantes. Les protagonistes d'un enseignement supérieur dans le milieu de l'architecture à Nantes ont suivi deux voies : celle de création d'une structure (le CERMA initié par Jean-Pierre Péneau dès 1970) et celle du parcours par la thèse (cela a été mon cas vers 1978 en prenant une inscription, par défaut, dans une autre discipline, et plus tard, à la fin des années 1980, celui d'Olivier Tric, pour une thèse en architecture, la première en France dans cette discipline, soutenue à l'Université de Strasbourg).

Pour un étudiant formé à l'ENSBA dans les années 1960, la recherche de type universitaire n'avait pas grand sens, à plus forte raison en 1968 avec une université en pleine contestation. A 22 ans, ce qui était mon cas, la critique virulente du modèle beaux-arts, de l'urbanisme technocratique, la dénonciation d'une société corsetée, d'un système politique et économique fondé sur l'injustice et l'exploitation, tout cela donnait un cocktail qui ne pouvait qu'exploser en action politique. Et, pour beaucoup de jeunes architectes de cette époque, et pas des moindres, il a fallu un certain temps pour s'en désengager. Jean-Pierre Le Dantec raconte très bien cette acné révolutionnaire et sa guérison tardive (Le Dantec, 2008). Pour reprendre à ma manière le célèbre opuscule de Max Weber, *Le savant et le politique* (1919), je suis ainsi passé, en une dizaine d'années, de la politique à la recherche savante. En 1978 je m'inscris en DEA en vue de soutenir une thèse.

C'est dans cet intervalle qui nous séparent de mai 1968 que je me suis frotté à la culture universitaire et que j'ai réglé la bonne distance, moins « sauvage » qu'en 68, avec le monde professionnel. Après le service militaire (1971-1972), je retrouve un contrat de chef de TP, à la faveur de la cogestion qui gouverne encore l'UPA (Unité pédagogique d'Architecture), nouveau nom des écoles.

Hésitant, je refuse parallèlement une proposition d'association avec l'architecte Jean Zannier, chez qui je faisais la place depuis pas mal d'années. La rédaction de ma thèse, en même temps qu'elle me console de ma déception des socialismes réels, me pousse au choix exclusif de l'enseignement et de la recherche.

L'expérimentation d'un autre enseignement de l'architecture



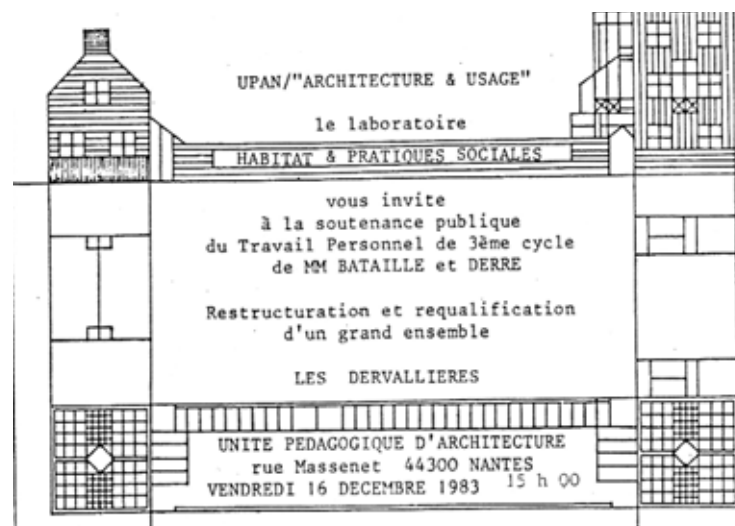
A la fin de Mai 68, ses détracteurs n'ont pas manqué de spéculer sur ses excès et ses « débordements » et les « enragés » de cette période n'ont pu éviter d'être mis à l'index. La remarque vaut pour ce qui s'est passé à l'EA de Nantes. Pourtant les actions et les revendications menées n'ont pas été sans influence, ni sans effets positifs, par la suite, sur le monde de l'architecture et de l'aménagement. Ainsi l'idée d'accorder une place plus grande aux publics, de prêter attention aux usagers et à leurs attentes, et de ne plus les considérer comme de simples utilisateurs de techniques les dépassant, participe de ces acquis de Mai 68. Il en est né, par exemple, l'idée des ateliers populaires d'urbanisme et sa version, plus acceptable pour le pouvoir, des CAUE issus de la loi sur l'architecture de 1977.

III. 2

Il est parfaitement cohérent, dans ce sens, que beaucoup de mes condisciples : J.-P. Dumontier, Y. Chailleux, P. Checcaglini aient passé et réussi (brillamment d'ailleurs) le concours d'urbaniste, que certains aient accompli une carrière dans le développement social des quartiers (A. Bellanger), d'autres contribué à la naissance des parcs naturels régionaux (R. Mathé), et bien entendu à la direction de CAUE (E. Brochard). Je dois en oublier... Les quelques archives que j'ai conservées témoignent de ce type d'engagement : ainsi cette exposition (III. 2) tenue sur le logement social à Bellevue en 1969, sur laquelle Presse-Océan, dans son édition du 12 mai 1969, titrait : « Dans la ZUP de Bellevue, les élèves de l'école « d'archi » ont engagé le dialogue avec le public ».

III. 3

Dans les années 1980, alors que l'effectif des étudiants et celui des enseignants s'était sensiblement accru pour ne pas dire multiplié, et que des équipes d'enseignants s'étaient constituées (dans une concurrence pas toujours parfaitement saine), je coordonnais, avec notre collègue sociologue C. Leneveu +, un « groupe vertical » d'enseignement (mêlant les années des 2^e et 3^e cycles) sur le thème « Habitat et vie sociale ». En témoigne



notamment, en 1983, la soutenance de leur mémoire par Philippe Bataille, futur directeur de l'EA, et Bruno Derré, portant sur la « Restructuration et la réhabilitation du grand ensemble des Dervallières » (Ill. 3).

Un autre aspect de Mai 68 à ne pas oublier, c'est le caractère international de cette révolte qui toucha, même si ce n'est pas avec l'intensité française, la plupart des pays développés. Et, précédant Mai 68, l'une des mobilisations majeures de la jeunesse mondiale fut sa lutte contre la guerre au Vietnam.

Cette expérience a contribué à sensibiliser notre génération au développement des pays du Sud, que l'on qualifiait à cette époque de Tiers-Monde. A l'UPA de Nantes, j'étais sans doute le plus engagé sur cette question. C'est le sens d'un projet pour une « école au Vietnam » auquel je pus associer un groupe d'étudiants dans les années 1975, à la fin de la guerre, lorsque la reconstruction du Vietnam se posait avec urgence (Ill.4). Ce fut l'occasion non seulement d'un soutien déclaré, mais aussi de la réalisation d'un projet solidement informé. Elaboré en relation avec le président des Intellectuels vietnamiens en France, M. Vo Than Nghia, architecte DPLG, il se fondait non seulement sur une enquête socio-économique, mais également sur une prise en compte des ressources et techniques locales de construction, comme le bambou. A cet effet, nous étions entrés en contact avec Pierre Clément, architecte spécialiste du monde extrême oriental, qui travaillait alors à l'Institut de l'Environnement et qui prendra plus tard la direction de l'IPRAUS, laboratoire fondé à UP 8 Paris Belleville par Bernard Huet.

Ill. 4

« Une école pour le Vietnam »

Autour d'une exposition à l'école d'architecture et du projet d'un groupe de travaux pratiques

L'école d'architecture de Nantes a accueilli vendredi M. Vo Thonh N'Gia, le président de l'association des intellectuels patriotes vietnamiens en France. Le groupe de travaux pratiques, qui travaille sur le projet « Une école pour le Vietnam » entend en effet recueillir le plus possible de remarques et de conseils, afin de le mener à bien.

Quel est ce projet ? Il s'agit pour les jeunes architectes nantais de créer un prototype d'école adapté au Vietnam, et éventuellement de prévoir un atelier pour le reproduire. Il s'agit d'une école de premier cycle, comprenant quatre classes et une maternelle. Si le programme suit son cours, l'école pourrait être embarquée à Nantes dans la seconde partie de 1977. En présentant ce projet, les étudiants et leurs professeurs ont rappelé avec justesse le proverbe chinois : « Mieux vaut donner un pommier qu'un panier de pommes ».

Mais ce projet ne verra le jour que si tous les amis du Vietnam et la population y est associé. C'est pourquoi une réunion d'information aura lieu le 13 mars. Dans le même sens, le groupe d'architectes a réalisé à l'intention des Nantais une exposition sur le Vietnam, exposition qui permet de faire le point sur la situation du pays : position stratégique, climat, relief, population, histoire de la révolution d'Ho Chi Minh, intervention américaine, etc.

La guerre a fait les ravages que l'on sait au Vietnam. En abordant ce sujet avec les étudiants et les professeurs M. N'Gia a notamment déclaré : « Le Vietnam est un immense chantier. En 1975, la reconstruction des bâtiments détruits au Nord a été réalisée. A partir de 1976, le premier plan quinquennal mis en place permettra au Vietnam réuni de s'équiper en 15 ans comme un pays industrialisé ».

« Les zones qui ont été libérées en 1975 connaissent une situation effroyable, a ajouté M. N'Gia, car les Américains nous ont laissé un lourd héritage, trois millions de chômeurs, dont la moitié étaient des soldats, 300 000 prostituées et quatre millions d'analphabètes ». Pour M. N'Gia un travail « colossal » reste à faire, mais il est optimiste, parce que « la condition fondamentale de renouveau est la réminéralisation entre le Nord, riche en minerais, et le Sud, qui possède beaucoup de terres cultivables ».

En ce qui concerne l'analphabétisme, M. N'Gia considère que les Vietnamiens sont en voie de résoudre le problème rapidement :

« Les Vietnamiens jeunes et vieux, a-t-il dit, ont une soif de connaître un tel enthousiasme pour apprendre que la personne qui sait lire et écrire s'engage à apprendre à une autre, et ainsi de suite ».

Actuellement, ils veulent apprendre, même dans l'inconfort ».

M. N'Gia a enfin souligné que les Vietnamiens entendent d'abord partir de leurs ressources actuelles

et de leurs moyens techniques, et ainsi rattraper progressivement les pays industrialisés. Le projet de

l'école d'architecture de Nantes est à cet égard une collaboration des Amis du Vietnam à son essor.



9 MARS 1976

NANTES

« OUEST FRANCE »

Plus pérenne fut la mise en place du groupe de projet AUMA (Architecture et Urbanisme du Monde Arabe). Il permit de répondre à une attente des nombreux étudiants maghrébins, surtout marocains (en l'absence d'école d'architecture dans ce pays à cette époque), qui

furent accueillis par l'UPA de Nantes dans les années 1975. En dépit de mon ignorance initiale sur l'aire culturelle arabo-musulmane, historiquement très riche, je fis le pari de conduire une réflexion sur sa production passée et présente. Au moins deux circonstances m'y aidèrent : la parution du livre d'Hassan Fathy, en 1970, qui ouvrait une voie écologique pour l'architecture, et l'inscription de la ville de Fès au patrimoine mondial en 1981. A partir des documents très fragmentaires dont nous disposions (l'ouvrage de J. Revault ne sera publié qu'en 1985), je faisais travailler les étudiants du groupe (une bonne douzaine) à l'élaboration de maquettes de maisons médinales. Ils les assemblaient ensuite afin d'analyser les caractères spécifiques de cette forme urbaine. J'ai rendu compte de cette expérience, au moment où elle était menée, dans la revue 1/3 de l'UPA de Marseille qui s'intéressait aussi aux travaux menés dans le tiers-monde².

L'évidence d'une autre recherche que celle, « patiente », de Le Corbusier

Une revendication forte, tant de beaucoup des nouveaux enseignants que de la plupart des étudiants, était l'intégration à l'université, de façon à passer d'un enseignement étroitement professionnel à un véritable enseignement supérieur où pourrait s'affirmer une recherche digne de ce nom. Cependant, comme cela a été dit plus avant, cette perspective n'était pas dans notre culture : nous concevions davantage la recherche comme celle, « patiente », dont se réclamait Le Corbusier à travers l'activité tâtonnante du projet.

En dehors de quelques cours donnés hors les murs de l'UPA, une autre possibilité d'ouverture vers l'université était d'inviter certains de ses enseignants-chercheurs à des jurys de TPFE (Travail Personnel de Fin d'Etudes). Je trouvais qu'il y avait là une occasion rare de se frotter à d'autres points de vue, à d'autres approches, et en même temps de mettre en valeur les tentatives de dépassement de cette étroitesse professionnelle qui dominait dans les UPA et qui nuisait à leur réputation dans l'université.

C'est, au-delà des lectures transdisciplinaires qui accompagnaient ce processus, par la répétition de ces contacts que mon regard militant désappointé s'est progressivement muté en questionnement scientifique, en particulier sur les deux objets d'études dont je m'étais emparés avec les étudiants : la ville et le logement, d'une part, et l'architecture du monde arabe, d'autre part.

C'est à l'occasion d'un jury de TPFE dirigé par André Sauvage, qui enseignait à l'UPA de Rennes, qu'un autre juré, Armel Huet, m'invita fermement à entreprendre une thèse et m'orienta vers l'équipe de H. Lefebvre à Nanterre. C'est aussi dans d'identiques circonstances que Gildas Simon, professeur de géographie à Poitiers, spécialiste de la Tunisie et des migrations, me convainquit de collaborer avec lui, pour un contrat de recherche, à l'étude des investissements immobiliers des migrants dans leur pays d'origine.

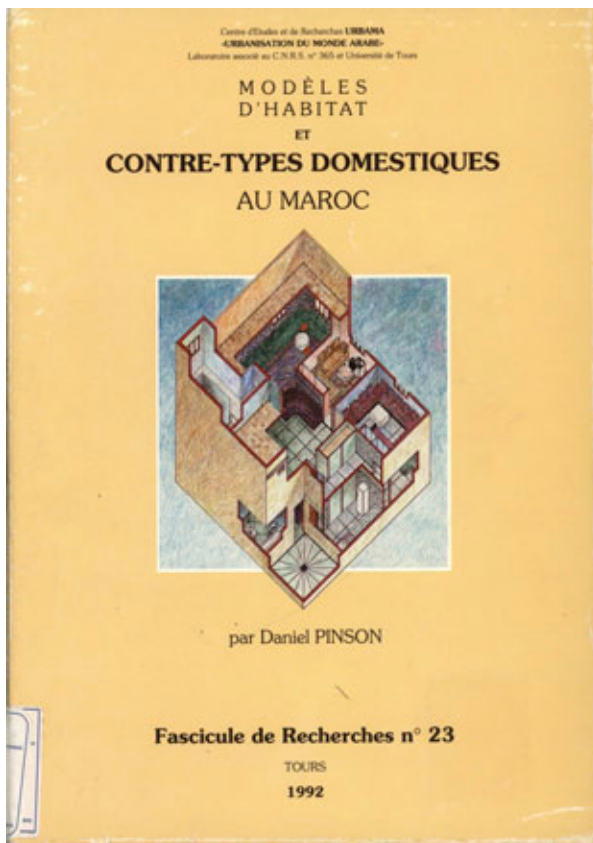
Il en est sorti respectivement ma thèse sur Chantenay (1981), l'une des rares études (avec celle de M. Bonneville sur Villeurbanne) menées à l'époque sur les banlieues, et mon premier article sur l'habitat en périphérie de Casablanca dans *Espaces et sociétés* (1980). La construction d'un corps d'enseignants professionnel était dans l'air du temps et celui des « patrons » d'atelier révolu. A partir de là s'est engagée une action syndicale bien maîtrisée et bien aidée par l'arrivée de Mitterrand à la Présidence de la République. Elle a mis cependant plus de 10 ans pour aboutir, en 1992, mais elle a permis d'élever

² (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01533072/document>, voir bibliographie).

progressivement l'enseignement de l'architecture au niveau d'un enseignement supérieur, comme en attestera, en 2005, la création du doctorat en architecture³.

La création du LAUA en 1987 et son habilitation par le BRA en 1991

Les années 1985 sont aussi pour moi l'occasion de contrats de recherche et d'intégration dans des réseaux de recherche qui vont consolider mon activité de chercheur et me conduire à réunir d'autres collègues et d'anciens étudiants dans une petite équipe de recherche, un peu pompeusement appelée Laboratoire. Parmi ces réseaux, il me faut nommer en premier lieu le GRECO « Banlieues » au sein duquel le géographe Guy Burgel, à la tête de la revue « Villes en parallèles » de l'Université de Nanterre, joue un rôle essentiel, et, dans le milieu de l'architecture, les réseaux « Villes orientales » et « Architecture et anthropologie » qui représentent des regroupements particulièrement dynamiques pour l'avancée de recherche au Ministère en charge de l'architecture, bientôt doté d'un Bureau de la Recherche Architecturale.



Ce dernier, et d'autres organismes du même ministère, vont être les interlocuteurs des premiers contrats de recherche signés. Le premier le sera avec le Plan Construction, par l'entremise de Michel Verret, professeur de sociologie à Nantes, qui, en 1982, voulut bien parrainer, dans le cadre de son laboratoire, le LERSCO, un projet de recherche élaboré avec Claude Leneveu et d'autres sociologues de l'Université de Nantes. Il en est résulté différents produits en particulier *Du logement pour tous aux maisons en tous genres*⁴.

Le second contrat concernera un projet personnel signé avec le BRA en 1986, portant sur les lotissements d'habitat économique au Maroc et leur appropriation par les habitants (Ill. 5). A la différence du premier il engage plus nettement les étudiants dans la collecte de données et les enquêtes auprès des habitants⁵.

Ill. 5

En 1987 (centenaire de la naissance de Le Corbusier), un contrat sur le suivi de réhabilitation de la Maison Radieuse (confiée à l'architecte Jean-Luc Pellerin), auquel j'associe Philippe Bataille, nous incite à former avec quelques autres collègues une petite équipe de recherche. Le directeur de l'époque, Jean-Marc Cailleau, nous soutient et réserve une salle équipée à notre installation.

³ Voir, à ce sujet, le texte que j'ai remis en 1993 à la Direction de l'architecture suite à sa sollicitation (en bibliographie).

⁴ Voir en bibliographie l'article paru dans les *Cahiers de la recherche architecturale* qui en résume les résultats.

⁵ *Modèles d'habitat et contre-types domestiques*, voir en bibliographie.

L'évaluation positive de ma recherche sur le Maroc, la soutenance de ma thèse d'Etat et le niveau doctoral de C. Leneveu et M. Boccara faciliteront, en 1991, l'habilitation du LAUA (Laboratoire Architecture, Usage et Altérité) par le Ministère de tutelle. Plusieurs autres contrats suivront (suivi du projet Européen lauréat de P. Calori au Mans, contrat partagé avec l'université sur le logement étudiant, contrat sur l'Hôpital psychiatrique de Sainte-Gemmes-sur-Loire, sur l'intégration urbaine des immigrés par le logement ...)

En 1993 nous faisons paraître le premier numéro d'une revue, *Les Cahiers du LAUA*, qui nous permet de livrer des résumés de nos recherches, d'ouvrir nos colonnes à d'autres chercheurs. Cette consolidation et le renouvellement de l'équipe par de jeunes enseignants-chercheurs, après mon départ vers l'université (que le BRA aurait pu lire comme un affaiblissement), permettra la pérennisation du laboratoire et l'actualisation de ses problématiques.

Entre temps j'aurais achevé ma thèse d'Etat ès Lettres et Sciences humaines (spécialité sociologie urbaine) sur « Usage et Architecture » (soutenue en 1990, publiée en 1993). Après celle sur Chantenay, plus historico-urbanistique, cette nouvelle thèse (imposée par un système qui évoluera ultérieurement vers le « nouveau doctorat » et l'HDR) constitue pour moi une occasion de revenir plus nettement vers l'architecture, et de me centrer sur une évolution de la pensée architecturale réservant une plus grande place à la dimension sociale, et, logiquement, à la question de l'habiter.

Cette triple structuration de la recherche, par une activité doctorale, par l'accomplissement de recherches contractuelles de terrain et par la construction du collectif de réflexion que constitue le laboratoire, va nous permettre, en parallèle, d'alimenter l'enseignement du projet, tant au plan des attendus théoriques qu'au plan de l'apprentissage du projet. Le certificat C34, mis en place à l'occasion de la réforme de 1984 (qui organise les études en deux cycles : DEFA et DPLG), dont j'ai la responsabilité, met bien en lumière les rejaillissements de l'activité de recherche, dans l'enseignement en général, mais surtout dans celui du projet.

Le certificat 34 (1^e année du cycle DPLG) : Architecture de l'habitat : conception et pratiques

Nous avons fait, avec Elisabeth Pasquier (qui avait pris le relais de Claude Leneveu, parti à l'Université), une présentation détaillée de ce certificat, lors d'un colloque sur les enseignements du projet, organisé par Guy Tapie à l'École d'architecture de Bordeaux (1992, actes publiés en 1994). J'en résumerai ici l'argument : il s'agissait d'une formation au projet pensée à partir d'un parcours résidentiel tel qu'il pouvait se présenter de manière assez ordinaire dans les années 1980. Le travail, développé sur un semestre, se décomposait en deux séquences et suivait le parcours d'un couple de 25-30 ans : un projet court portait sur la réhabilitation de son logement en habitat social, un projet long envisageait son accession à une maison individuelle agrandissable dont nous avons pris le modèle sur un concours du Ministère de l'Équipement (1984).

Les étudiants travaillaient, avec les enseignants sociologues (C. Leneveu, M. Boccara, E. Pasquier...), sur un profil de ménage dont ils imaginaient les origines sociales, les activités professionnelles, les affinités culturelles et les aspirations résidentielles. Encadrés par des enseignants architectes (B. Richeux, Y. Erchoff, O. Tric, moi-même et d'autres), il leur revenait ensuite de créer un espace architectural en correspondance avec le mode de vie identifié, dans la diversité de ses usages socio-culturels, en tenant compte des contraintes

initiales du logement réhabilité ou du terrain proposé pour la maison agrandissable (en site urbain dense). Leurs projets étaient évalués de manière pluridisciplinaire.

Cette expérience s'est révélée enrichissante et a contribué à sensibiliser les étudiants de 3^e année à une dimension particulière de la conception, celle de l'usage. Ce certificat en côtoyait d'autres, axés sur des « dominantes de formation » complémentaires. L'article consacré à ce certificat, plus amplement développé, permet de s'en faire une idée plus précise.

A part ce certificat obligatoire, j'ai également participé à des enseignements optionnels sur la politique de la ville, point de départ d'une spécialisation en urbanisme, initialement portée par Daniel Péneau +, qui a ensuite été partagée avec l'université, dans le cadre d'un master dont mon condisciple Jean Lemoine a eu un temps la responsabilité.

Pour conclure...

Il est difficile de résumer plus de 40 ans d'activité d'enseignement et de s'en tenir au volume de texte proposé ; d'autant plus que je tenais à faire comprendre que la seconde partie de mon parcours, à l'Université, n'avait pas été, pour moi, étranger à l'architecture. A cet égard, je regrette le fossé académique existant entre l'architecture et l'urbanisme : il est institutionnel et artificiel, entretenu par l'étroitesse de vue disciplinaire. L'université a longtemps interdit à l'enseignement de l'architecture d'utiliser le terme, et comble de myopie disciplinaire, la Faculté de droit d'Aix empêchait l'Institut que j'avais rallié en 1994 d'avoir recours au terme d'urbanisme sous prétexte que le savoir en cette matière était réservé au droit. La nécessité transdisciplinaire a contribué à faire plus ou moins sauter ce stupide bornage.

Au terme de ma carrière, je discerne dans mon parcours plus de continuités que de ruptures. Mon intérêt se portait sur la ville dès le début de mes études parce que l'habiter était au centre de mes préoccupations humanistes et il l'est resté. On notera d'ailleurs que l'on habite aussi bien la maison que la ville et l'assertion ancienne d'Alberti, considérant que la maison est une petite ville et la ville une grande maison n'est pas sans fondement.

Il y a eu de grands moments dans le demi-siècle qui nous séparera bientôt de mai 68. L'un des plus notables réside dans la critique du Mouvement moderne et de sa vision technolâtre, qui s'était déjà manifestée lors de ses derniers congrès, en particulier celui d'Aix de 1953.

Cette critique n'a cessé de s'amplifier avec Jane Jacobs, Lewis Mumford, Hassan Fathy, Aldo van Eyck, Henri Lefebvre, Françoise Choay, Robert Venturi, Aldo Rossi ... Elle a atteint sa maturité lorsque Bernard Huet a eu recours à ce titre dénonciateur dans un article d'AMC : « L'architecture contre la ville » (1986). L'architecture « célibataire » n'était plus de mise et je relis mon parcours comme le parti-pris d'une « architecture urbaine », pour reprendre la formulation sous laquelle C. De Portzamparc plaçait sa réponse lauréate du PAN 7 (1975).

Une ou deux décennies plus tard, en 1996, comme pour achever ma mission en école d'architecture, j'ai publié - dans une collection grand public de Flammarion assez bien diffusée (Dominos) - *Architecture et Modernité*, dont l'avant-dernier chapitre portait le titre « La ville habitable ». Merci à l'architecte danois Jan Gehl, qui a réaménagé bien des villes dans le monde (Copenhague, Melbourne, Amman, NYC, etc.) d'avoir mis un tel vœu sous le signe d'un espace public urbain accueillant, et d'abord pour l'homme marchant, cette face trop oubliée de l'habitant (une « ville à hauteur du regard », dit-il). Il me semble que de telles actions architecturales valent mieux que les performances de hauteur de ces tours,

parfois vides d'occupants, qui disent, aujourd'hui, à la fois la volonté de puissance de la finance mondiale et son manque d'imagination.

Bibliographie :

Huet B. (1986) : « L'architecture contre la ville », in AMC n° 14, Paris, p. 10-14.

Le Dantec J.-P. (2013) : « Du GP à UP. 6 De la Révolution à l'Institution » in *Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel*, revue en ligne.

<http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/2013/01/jean-pierre-le-dantec.html>

Gehl J. (2010) : *Pour des villes à échelle humaine*, Montréal : écosociétés, 274 p.

Pasquier-Merlet E., Pinson D. (1994) : « Une formation au projet à partir de l'usage », in Guy Tapie (Ed.) : *Enseigner le projet*, Ministère de l'Équipement-Ecole d'Architecture de Bordeaux, p. 89-98.

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01131144/document>

Pinson D. (1983) : « Former des étudiants originaires du Monde arabe dans une UPA française », in *1/3*, revue du Groupe Habitat/Tiers-Monde, Unité pédagogique d'architecture de Marseille, pp. 18-28. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01533072/document>

Pinson D. (1985) : « Urbanisations périphériques récentes à Casablanca », in *Espaces et sociétés* n°46, Paris, p. 83-95. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01527897/document>

Pinson D. (1992) : « Du logement pour tous aux maisons en tous genres Ethnographie de l'habitat ouvrier en Basse-Loire », in *Les Cahiers de la recherche architecturale* n°27-28, Marseille : Ed. Parenthèses, p. 151-164. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01121408/document>

Pinson D. (1992) : *Modèles d'habitat et contre-types domestiques au Maroc*. In P. Signoles, *Fascicule de recherche n° 23*, Urbama-URA 365 CNRS-Université de Tours, 258 p.

Pinson D. (1993) : « A propos des doctorats "en architecture" », Réponse à la consultation de la Direction de l'architecture et de l'urbanisme, 5 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01536085>

Pinson D. (1996) : *Architecture et modernité*, Paris : Flammarion, 128 p. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01128832/document>

Pinson D. (Ed) (2012) : *Médina de Tétouan : le potentiel d'un désordre apparent*, IUAR-LIEU, Aix-Marseille Université, Français et Espagnol, 45 p. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01130999/document>

Liste des illustrations⁶

Ill. 1 : Couverture de l'ouvrage *La Modernité critique, autour du CIAM 9 d'Aix-en-Provence* (2006)

Ill. 2 : Article de Presse-Océan du 12 mai 1969 sur l'exposition sur le logement social à Bellevue

Ill. 3 : Carton d'invitation pour la soutenance du TPFE de Ph. Bataille et B. Derré en 1983.

Ill. 4 : Article Ouest-France du 9 mars 1976 sur l'exposition : « Une école pour le Vietnam »

Ill. 5 : Couverture de l'ouvrage *Modèles d'habitat et contre-types domestiques* (1992) ; cet exemplaire est celui en possession de l'IUAV de Venise ; le dessin de couverture représente l'axonométrie d'une habitation relevée, dessinée par l'étudiant Djafar Boulejiouch.

⁶ La consultation de la bibliographie, notamment les articles en ligne, permet l'accès à de nombreuses autres illustrations.